

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Cuba-democratie-et-socialisme>

Cuba, démocratie et socialisme

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : lundi 5 avril 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

D'un côté il y a, la cynique et menteuse campagne effrénée de CNN et de tous les médias et gouvernements de droite contre le système politique cubain. Est évident, le lien qui existe entre le Département d'État et la manifestation à Miami dirigée par la chanteuse Gloria Estefan, fille d'un ministre du dictateur Batista, qui a compté avec la participation du multi-assassin et terroriste Posada Carriles dans l'appui aux dites Dames en Blanc et au gréviste de la faim Guillermo Fariñas qui demande, comme elles, l'intervention de l'ONU, de l'OEA et des États-Unis, pas seulement à Cuba mais aussi au Venezuela, pour appuyer l'opposition pro impérialiste.

Ceux qui maintiennent le centre de torture au Guantanamo s'érigent maintenant en défenseurs des droits de l'homme. La guerre non déclarée contre Cuba dès 1959 - qui est passée par la provocation avec incendies, épandage de maladies sur les cultures, tentative d'invasion, assistance à des groupes de mercenaires, blocus, menace de guerre atomique - entre maintenant dans une autre phase, en essayant de profiter de la crise mondiale capitaliste qui frappe durement l'île pour abattre le gouvernement issu de la révolution, qui est l'un des membres principaux de l'Alba, aux côtés des Venezuela, Équateur, Nicaragua et Bolivie, qui sont aussi dans la mire de Washington.

C'est pourquoi, la défense de Cuba et du droit à l'autodétermination et à la lutte contre le blocus, immoral et illégitime, est plus que jamais à l'ordre du jour. Parce que cet usage capitaliste et impérialiste de la crise cherche à fermer le chemin à une alternative et, pour cela, doit combattre tout ce qui est à gauche, en commençant par l'Alba, et y compris aussi les gouvernements du Brésil, du Paraguay, de l'Argentine et de l'Uruguay, qui sont loin d'être gauchistes et poursuivent des politiques néolibérales légèrement modifiées.

C'est pourquoi, cela dit en passant, se trompent gravement, ceux qui soutiennent que le Brésil est rien de moins qu'« impérialiste » et que dans ce pays et dans d'autres similaires, l'ennemi central serait une supposée « nouvelle classe » (pas propriétaire du capital financier ni des moyens de production !) formée par la fusion entre des fonctionnaires corrompus et des capitalistes locaux. Ne pas voir ce que font le capital financier et les États-Unis et pointer en revanche l'attention seulement sur les erreurs ou les barbaries des gouvernements « progressistes », y compris le Cubain, aide puissamment les vestales de la démocratie qui pontifient depuis le Département d'État et depuis CNN en couvrant les bases en Colombie ou la IV^{ème} Flotte ou l'Initiative Mérida [Comme le Plan Colombia mais au Mexique].

D'un autre côté, se trouvent les maladroites politiques et la brutalité de groupes bureaucratiques qui croient que l'opposition doit être combattue via la police et les appareils. En effet, une chose est de combattre avec tous les moyens, les conspirations et les actions délictueuses, et une autre d'asphyxier l'expression publique d'idées, même réactionnaires, et de louer - comme les journalistes cubains le font - les mérites de l'unanimité (à l'Assemblée ou dans les médias). Au temps de Lénine et jusqu'à la guerre civile, par exemple, les partis et les médias d'information capitalistes ou d'opposition étaient légaux. L'unanimité présuppose en revanche que quelqu'un décide ce qui est dit, ce qui est voté, ce qui est publié. Mais ni la classe ouvrière ni la société sont homogènes, ni peuvent être unanimes.

Sans une discussion démocratique il n'y a pas de socialisme, parce que c'est le résultat de l'information, de la maturation et la participation directe des travailleurs et du peuple qui doivent critiquer, contrôler, suggérer, proposer, exiger. De plus, la démocratie est pour celui qui pense différent, non pour qui fait comme un ; même pour les délinquants et les pro impérialistes et contre-révolutionnaires qui ne commettent pas de délits. La société construit le socialisme, dans les contradictions, en les résolvant, et non la bureaucratie partisane ou militaire. Les fausses idées sont combattues par de meilleures idées pour convaincre ; les actions conspiratrices ou délictueuses concrètes se font en revanche avec la force étatique.

Quand il y a des délinquants de droit commun, marginaux, donc, anti système, qui s'immolent au service de l'opposition de droite et quand il commence à y avoir des suicides (comme les grèves de la faim extrêmes ou des

moines bouddhistes qui se brûlent en Thaïlande), il est évident que quelque chose marche très mal. La répression ouverte ou occulte est indésirable devant ce problème, qui est politique, non policier. Et le pire qui peut être fait est de fusiller (comme s'est arrivé avec ceux qui ont pris en otage un ferryboat il y a quelques années) ou d'organiser, avec l'appareil de la Jeunesse Communiste, « des foules indignées » pour faire taire les forces peu abondantes ultra réactionnaires qui veulent se manifester. Cela donne plus de matière à l'offensive impérialiste (qui est de toute façon là) et embrouille les défenseurs de Cuba et tous ceux, dans leur pays, qui défendent leurs droits d'être en désaccord, de publier et de manifester (qui sont des droits constitutionnels), et qui combattent la répression et l'illégalité de leurs idées et organisations.

La démocratie et le socialisme ne sont possibles qu'avec l'autogestion et l'auto-organisation des voisins, d'ouvriers et de paysans, pour discuter tous les problèmes et, en plus des plans gouvernementaux, de ses propres idées et des solutions locales. La presse, au lieu de louer l'unanimité funeste, devrait donner une voix aux gens au nom desquels parle et décide l'appareil bureaucratique. De plus, il ne peut pas y avoir une augmentation de la production agricole et de la productivité sans ce type de démocratie et d'autogestion, qui donne libre cours à la créativité et aux critiques.

Si on veut enlever une base aux manoeuvres impérialistes et contre-révolutionnaires, il faut radicalement transformer et améliorer la vie quotidienne, avec une plus grande production volontaire et avec une plus grande démocratie. L'économie de Cuba et de son État continuent d'être encore capitalistes, mais ils essaient de donner des bases pour le socialisme. C'est pourquoi, il faut enterrer les méthodes contre-révolutionnaires apprises dans le passé dans la pratique et les manuels des bureaucrates, au nom d'un supposé marxisme, qui enfermaient dans des asiles leurs adversaires et qui sont aujourd'hui, ouvertement, de grands capitalistes et mafieux.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[La Jornada](#) . Mexico, le 4 avril 2010.

I